

3.9 Financement des PME

D'après les données du **Service central des risques**, utilisant la définition des catégories d'entreprises de la loi de modernisation de l'économie (LME), les encours de crédits mobilisés accordés aux petites et moyennes entreprises (PME) sont de 394,1 milliards d'euros à fin décembre 2017 (soit 42 % du total des encours mobilisés), en hausse de 3,9 % par rapport à décembre 2016. Pour les autres catégories d'entreprises, les encours augmentent sur la même période de 5,3 % pour les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et de 4,7 % pour les grandes entreprises (GE).

Les catégories retenues ici isolent de l'ensemble des entreprises, dans une rubrique « divers SCI », certaines **sociétés civiles immobilières** (SCI) et les entreprises qui n'ont pas pu être classées en fonction des critères LME. Les encours de crédit mobilisés accordés à ces entreprises représentent 161,5 milliards d'euros à fin décembre 2017 (17 % du total) et augmentent de 10,9 % sur l'année.

Par secteur, l'ensemble des activités immobilières représente plus du quart de l'encours de crédit mobilisé par les PME (105,0 milliards d'euros). Viennent ensuite le commerce et la réparation automobile (58,5 milliards), l'agriculture, la sylviculture et la pêche (49,2 milliards) et l'industrie (43,4 milliards).

Pour leurs besoins d'exploitation, les PME font appel à leur banque pour obtenir, souvent en début d'année, des lignes de crédit pouvant être utilisées au cours de l'année. En 2017, 37 % des PME déclarent en moyenne chaque trimestre avoir formulé une demande de ligne de crédit. Les nouvelles demandes de crédit – hors tirage sur des lignes de crédit préalablement accordées – restent stables. Au quatrième trimestre 2017, elles concernent

24 % des PME pour les crédits d'investissement et 7 % des PME pour les crédits de trésorerie. L'accès au crédit de trésorerie est stable sur un an : 85 % des PME obtiennent entre 75 % et 100 % des crédits demandés. Comme en 2016, l'accès au crédit d'investissement reste à un niveau élevé : 96 % des PME obtiennent (en totalité ou à plus de 75 %) les financements souhaités. L'autocensure paraît marginale : seulement 1 % des PME indiquent ne pas demander de crédit de trésorerie en raison d'une crainte d'un refus du banquier, et 2 % pour des crédits d'investissement.

Dans un contexte de reprise progressive de l'économie de la zone euro, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a donné en juin 2017 des indications sur la trajectoire des taux futurs, afin de dissiper les risques de déflation et de conserver des conditions de financement très favorables. Le taux des crédits aux PME (hors microentreprises) est de 1,3 % en décembre 2017, en hausse de moins de 10 points de base sur un an. L'écart par rapport aux taux appliqués aux grandes entreprises – présentant généralement des niveaux de risque plus faibles – se réduit, à 20 points de base.

La « cotation Banque de France » permet de ventiler le total des encours mobilisés par **classe de risque**. Cette cotation est une appréciation de la Banque de France sur la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers à un horizon de trois ans. La part des crédits mobilisés par les PME qui bénéficient des meilleures cotes (ensemble des cotes 3 et 4) augmente de 1,3 point de pourcentage entre 2016 et 2017, passant de 52,9 % à 54,2 %.

Définitions

Service central des risques de la Banque de France : il recense chaque mois les encours de crédit consentis par les établissements de crédit à chaque entreprise – au sens d'unité légale –, au-delà du seuil de 25 000 euros depuis janvier 2006. Ces encours comprennent les crédits mobilisés, effectivement distribués et les crédits mobilisables, part non consommée des lignes de crédit.

Société civile immobilière (SCI) : société non commerciale, soumise au droit civil, ayant un objet immobilier. Une entreprise commerciale ou industrielle détenant des biens immobiliers peut séparer la gestion de ses biens immobiliers de son activité commerciale ou industrielle en créant une SCI. Ces sociétés apparaissent ici lorsque les liens avec les entreprises dont elles assurent la gestion des biens immobiliers n'ont pu être établis ou lorsqu'il s'agit de sociétés de gestion patrimoniale de particuliers sans lien avec une entreprise industrielle ou commerciale. Les **classes de risque** sont les suivantes : cote 3 : situation financière particulièrement satisfaisante, voire excellente pour la cote 3++ ; cote 4 : situation financière satisfaisante, mais avec certains éléments d'incertitudes et de fragilité ; cote 5 : situation financière présentant des signes de fragilité ; cote 6 : situation financière très déséquilibrée ; cote 7 : incident de paiement ; cotes 8/9 : paiements irréguliers menaçant la pérennité de l'entreprise.

1. Encours de crédit aux entreprises résidentes en 2017

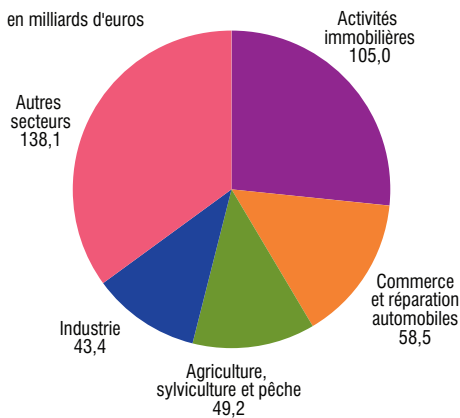
encours en milliards d'euros, évolution en %

| | Nombre d'entreprises | Crédits mobilisés | | Crédits mobilisés et mobilisables | |
|---------------------------------|----------------------|-------------------|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| | | Encours | Évolution déc. 2017/déc.2016 | Encours | Évolution déc. 2017/déc. 2016 |
| PME | 1 091 191 | 394,1 | 3,9 | 446,6 | 3,5 |
| ETI | 6 009 | 281,9 | 5,3 | 359,5 | 5,5 |
| GE | 266 | 110,0 | 4,7 | 238,8 | 3,6 |
| Ensemble hors divers SCI | 1 097 466 | 786,0 | 4,5 | 1 044,9 | 4,2 |
| Divers SCI | 559 933 | 161,5 | 10,9 | 174,5 | 12,4 |
| Ensemble | 1 657 399 | 947,5 | 5,6 | 1 219,4 | 5,3 |

Champ : France, y compris entrepreneurs individuels. Entreprises ayant contracté un crédit de plus de 25 000 euros auprès d'un établissement de crédit français.
Source : Banque de France.

2. Crédits mobilisés par les PME en 2017 par secteur

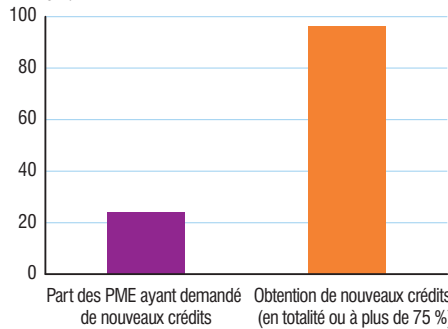
en milliards d'euros



Champ : France, PME.
Source : Banque de France.

3. Demande et obtention de nouveaux crédits d'investissement par les PME au quatrième trimestre 2017

en %

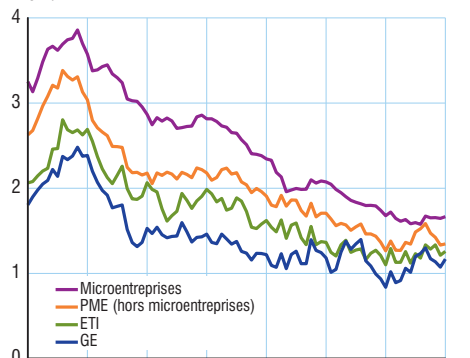


Champ : France hors Mayotte, PME avec une autonomie de décision en matière de demande de crédit.

Note : hors utilisation de lignes de crédits obtenues précédemment.
Source : Banque de France.

4. Taux de crédits aux entreprises

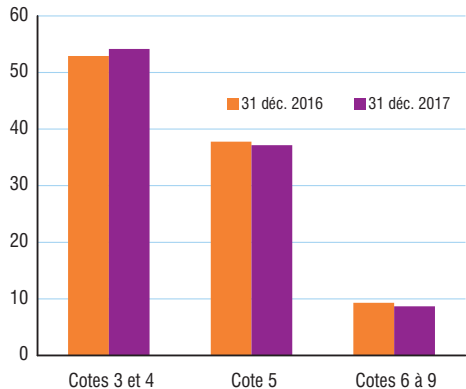
en %



Champ : France.
Source : Banque de France.

5. Répartition des encours de crédit mobilisés par les PME par classe de risque

en %



Champ : France, PME hors entrepreneurs individuels.
Source : Banque de France.